Travaux de la Chambre

● (1600)

Que la Chambre s'ajourne le 9 novembre 1981, à 6 heures, au 12 novembre 1981, à 8 heures, alors qu'elle s'occupera uniquement d'étudier les ordres inscrits au nom du gouvernement.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Les députés ont entendu la requête du président du Conseil privé (M. Pinard). Y a-t-il consentement unanime?

M. Nielsen: Oui, monsieur l'Orateur, c'est un résumé fidèle de l'essentiel de la discussion. Même si je dois rester ici, étant incapable de rentrer chez moi pour le jour du Souvenir, nous donnons notre consentement.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): En est-il ainsi convenu et ordonné?

Des voix: Entendu.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Il en est ainsi ordonné.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, je crois que le président du Conseil privé (M. Pinard) va nous exposer l'ordre des travaux de la semaine prochaine.

M. Pinard: Oui, monsieur l'Orateur. Permettez-moi juste d'apporter une légère rectification avec laquelle tout le monde sera sans doute d'accord. Par inadvertance, j'ai dit que la Chambre ne siégerait pas le 9 novembre. J'aurais dû dire le 10 novembre. C'était évidemment une erreur. Autrement, mon collègue n'aurait pas dit qu'il serait incapable de se rendre dans sa circonscription. Par conséquent, je demande le consentement unanime pour que nous remplacions la date du 9 novembre par le 10 novembre.

M. Nielsen: J'espérais qu'il ne reviendrait pas là-dessus, monsieur l'Orateur. J'avais compris ce qu'il voulait dire lorsque nous en avons discuté. On peut lui pardonner puisque j'ai oublié la motion n° 10 dans le quatrième groupe, hier soir.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): La rectification sera apportée.

[Français]

M. Pinard: Je m'excuse d'interrompre le député de Vaudreuil (M. Herbert).

Je comprends qu'effectivement, monsieur le président, la Chambre s'ajournera mardi le 10 à 6 heures pour reprendre ses travaux à 8 heures jeudi le 12. Maintenant en ce qui concerne les travaux de la Chambre pour lundi, nous allons entreprendre l'étape de la troisième lecture du bill C-48 sur l'huile et le gaz et ensuite nous espérons pouvoir terminer la troisième lecture lundi, sinon nous tâcherons de l'obtenir mardi après-midi avant l'ajournement de 6 heures. Jeudi soir prochain nous aurons le discours sur le budget et ensuite, pour le vendredi suivant le discours sur le budget, les travaux ne sont

pas encore déterminés, mais j'ai indiqué à mes collègues que, dès le début de la semaine prochaine, avant l'ajournement de 6 heures mardi, je devrais être en mesure de confirmer si nous aurons les deux premiers jours de débat sur le budget vendredi le 13 et le lundi suivant. Pour le moment, je peux préciser que lundi c'est sur la troisième lecture du bill C-48, mardi, si nécessaire, toujours sur la troisième lecture, et le discours sur le budget jeudi soir.

[Traduction]

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, le président du Conseil privé (M. Pinard) a dit, je crois, qu'il confirmerait quels seraient les premier et deuxième jours du débat sur le budget avant l'ajournement, le mardi 10 novembre.

M. Pinard: C'est exact, monsieur l'Orateur.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES—BILLS PUBLICS

[Traduction]

Les bills publics nos 18 à 71 inclusivement sont reportés, du consentement unanime de la Chambre.

M. Herbert: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je serai bref, car je ne veux pas retarder le débat sur la question importante que désire soulever le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert). Normalement, nous devons étudier les mesures d'initiative parlementaire dans l'ordre où elles sont inscrites au *Feuilleton*. Avant le bill dont le député d'Edmonton-Ouest va parler cet après-midi, il y en a sept autres pour lesquels on précise «texte reçu», ce qui veut dire qu'ils n'ont pas été imprimés, qu'ils ne sont pas entre les mains des députés. On ne peut donc pas reporter ces bills, car ils ne sont pas prêts pour la deuxième lecture. Je suggère donc de les rayer du *Feuilleton*. Vous pourriez réfléchir à la question, monsieur l'Orateur.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Comme le député l'a demandé, nous allons étudier la question.

* * *

LA LOI SUR LA CHAMBRE DES COMMUNES

L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES COMMISSAIRES À L'ÉCONOMIE INTERNE

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest) propose: Que le bill C-273, tendant à modifier la loi sur la Chambre des communes, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des privilèges et élections.